

ÉTHIOPIE

Crainces de torture ou de mauvais traitements

«Disparition»

Prisonniers d'opinion

Responsables de l'*Ethiopian Teachers' Association* (ETA, Association des enseignants éthiopiens) :

Tilahun Ayalew (h)

Anteneh Getnet (h)

Meqcha Mengistu (h)

ACTION URGENTE

PUBLIC

Index AI : AFR 25/001/2007

AU 04/07

ÉFAI

4 janvier 2007

Les trois hommes nommés ci-dessus sont des membres actifs du principal syndicat d'enseignants d'Éthiopie, qui s'est montré critique à l'égard du gouvernement. Tilahun Ayalew et Anteneh Getnet seraient privés de liberté et l'on pense qu'ils ont été torturés. Amnesty International les considère comme des prisonniers d'opinion, car ils n'ont fait qu'exercer leurs droits d'exprimer leurs opinions sans violence et de mener des activités syndicales.

Tilahun Ayalew a été arrêté le 14 décembre et aurait été victime de torture. Certaines sources indiquent qu'il est détenu au secret par la police au siège du Département central d'enquêtes (également connu sous le nom de *Maikelawi*) à Addis-Abeba, la capitale, où des prisonniers auraient été torturés. Anteneh Getnet serait détenu au même endroit depuis le 29 décembre et aurait lui aussi été torturé. Les deux hommes ont comparu devant un tribunal, mais aucun n'a été inculpé ni autorisé à bénéficier des services d'un avocat ou à voir ses proches.

Meqcha Mengistu, pour sa part, a «disparu» depuis le 15 décembre. On pense qu'il a été appréhendé par la police, qui le surveillait manifestement depuis plusieurs jours. Ses amis et sa famille ont tenté de faire la lumière sur ce qui lui était arrivé, mais les autorités affirment qu'elles ne détiennent aucune information à son sujet. Amnesty International craint qu'il ne soit en détention secrète, une situation qui l'expose au risque d'être torturé.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Affiliée à la Confédération internationale des syndicats libres (CISL) et à l'Internationale de l'éducation, l'*Ethiopian Teachers' Association* (ETA, Association des enseignants éthiopiens) est le principal syndicat d'Éthiopie et réunit un demi-million de membres. Elle s'est montrée critique envers les politiques menées en matière d'éducation par le gouvernement, notamment dans les domaines de l'enseignement des langues régionales et des conditions d'emploi des enseignants. Les autorités ont intenté depuis longtemps une action en vue d'obtenir la fermeture de l'organisation, mais la justice ne s'est pas encore prononcée sur cette affaire. Elles ont également tenté de lui porter atteinte en créant un syndicat rival

progouvernemental portant le même nom que le sien, en fermant son siège à Addis-Abeba et en essayant de geler ses fonds. Depuis l'arrivée au pouvoir du Front démocratique révolutionnaire populaire éthiopien (FDRPE) en 1991, partout en Éthiopie des centaines d'enseignants et de membres de l'ETA ont été appréhendés ou licenciés arbitrairement pour avoir refusé, selon certaines sources, de soutenir ce parti.

L'ETA a fait des déclarations dans lesquelles elle critiquait l'attitude du gouvernement face à la crise qui a suivi les élections législatives, en mai 2005. Le FDRPE a été reconduit au pouvoir, tandis que l'opposition dénonçait la fraude et autres irrégularités qui auraient entaché le scrutin. Au cours de deux manifestations qui ont dégénéré, en juin et en novembre 2005, près de 200 sympathisants de l'opposition auraient été tués par les forces de sécurité et six policiers par des protestataires. Des milliers de personnes, notamment des membres de partis d'opposition, des défenseurs des droits humains et des journalistes, ont été arrêtés pendant et après les manifestations. Si beaucoup ont été libérées, 111 font aujourd'hui l'objet de poursuites devant la Haute cour fédérale d'Addis-Abeba, notamment pour «*haute trahison*», «*atteintes à la Constitution*» et «*génocide*», infractions passibles de la peine capitale.

Kassahun Kebede, président de la section d'Addis-Abeba de l'ETA, est aujourd'hui jugé en même temps que trois autres défenseurs des droits humains et militants de la société civile pour «*atteintes à la Constitution*». Amnesty International les considère comme des prisonniers d'opinion et demande leur libération immédiate et sans condition. Taye Woldesemayat, le secrétaire général de l'ETA, qui se trouvait à l'étranger au moment des faits, est jugé par contumace. Le ministère public a fini d'énumérer ses réquisitions en décembre 2006 et le procès a été ajourné jusqu'au 19 février 2007. Pour en savoir plus, veuillez consulter le résumé du rapport d'Amnesty International intitulé *Éthiopie. Des prisonniers d'opinion jugés pour trahison : dirigeants de l'opposition, défenseurs des droits humains et journalistes* (index AI : AFR 25/013/2006, mai 2006).

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en anglais ou dans votre propre langue) :

- déclarez-vous préoccupé par la détention de Tilahun Ayalew et Anteneh Getnet ;
- engagez les autorités à enquêter sur les allégations selon lesquelles ces deux hommes ont été torturés, et demandez-leur de leur permettre immédiatement de voir leurs proches, de bénéficier des services d'un avocat et de recevoir tous les soins médicaux qui pourraient leur être nécessaires ;
- dites-vous inquiet à l'idée que Meqcha Mengistu ne soit secrètement détenu par la police, ce qui l'exposerait au risque d'être torturé ;
- priez les autorités d'indiquer publiquement si Meqcha Mengistu est détenu par elles et, si tel est le cas, demandez-leur de garantir qu'il ne sera pas torturé et de le libérer, à moins qu'il ne soit inculpé dans les plus brefs délais d'une infraction dûment reconnue par la loi ;
- exhortez les autorités à libérer immédiatement et sans condition Tilahun Ayalew et Anteneh Getnet, car il s'agit de prisonniers d'opinion qui n'ont fait qu'exercer leurs

droits d'exprimer leurs opinions sans violence et de mener des activités de syndicales.

APPELS À

Ministre de la Justice :

Mr. Assefa Kesito, Ministry of Justice, PO Box 1370, Addis Ababa, Éthiopie

Fax : +251 11 5517775

+251 11 5520874

Courriers électroniques :

ministry-justice@telecom.net.et

Formule d'appel :

Dear Minister, / Monsieur le Ministre,

Responsable de la police au niveau fédéral :

Mr Workneh Gebeyehu, Ministry of Federal Affairs, PO Box 5068, Addis Ababa, Éthiopie

Formule d'appel :

Dear Commissioner, / Monsieur,

COPIES À

Premier ministre :

His Excellency Meles Zenawi, Office of the Prime Minister, PO Box 1031, Addis Ababa, Éthiopie

Fax : +251 11 1552020

Ministre de l'Éducation :

Mr Sintayehu Woldemikael, Ministry of Education, PO Box 1367, Addis Ababa, Éthiopie

Fax : +251 11 155 08 77

ainsi qu'aux représentants diplomatiques de l'Éthiopie dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.

APRÈS LE 15 FÉVRIER 2007,

**VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR.
MERCİ.**